

A la découverte des mille marxismes

PAR FABIEN ESCALONA

ARTICLE PUBLIÉ LE DIMANCHE 29 JUILLET 2018



© ecosocialisthorizons.com

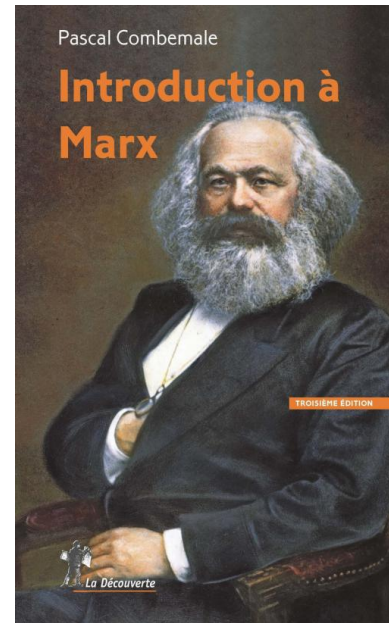
Deux cents ans après sa naissance, Karl Marx continue de féconder la pensée critique. Le marxisme officiel et ses dissidents ont laissé place à une pluralité de courants, qui continuent d'analyser le capitalisme et s'approprient des enjeux nouveaux. Premier volet de notre série en six épisodes, consacrée à l'actualité du penseur allemand.

Le bicentenaire de la naissance de Karl Marx (1818-1883) a été célébré au mois de mai. Bien que sa prophétie de passage au communisme ne suscite plus guère l'intérêt, son œuvre n'en conserve pas moins une actualité certaine. « *Aussi longtemps que le capital dictera sa loi, avait prévenu le théoricien trotskiste Daniel Bensaid, il faudra en passer par [lui].* »

De fait, le penseur allemand a mis en évidence des caractéristiques du capitalisme qui définissent encore largement, sinon plus que jamais, les sociétés dans lesquelles nous vivons. Il en est ainsi de la séparation des travailleurs salariés et des moyens de production ; du primat de la valeur d'échange (produire pour réaliser du profit) sur la valeur d'usage (produire pour satisfaire des besoins), ou encore des tendances à la crise d'un système où l'argent, poursuivant sa propre expansion, tend à s'autonomiser de la production réelle.

Marx ne pouvait cependant pas anticiper les crises, guerres et révolutions en tous genres qui se sont produites en deux siècles. Les structures de l'ordre social, de même que l'expérience du « monde vécu » par les individus, en sont ressorties profondément

modifiées. Or Marx avait justement pour qualité de mettre ses idées sans cesse à l'épreuve – d'où les multiples inflexions et corrections apportées au fil du temps à un système interprétatif loin d'être figé.



Pascal Combemale, dans **son Introduction** récemment rééditée, décrit ainsi la pensée de Marx comme « *un mouvement incessant d'acquisition de connaissances encyclopédiques, de critique de ces connaissances, d'avancées théoriques, de remises en question, dans un tourbillon toujours relancé par la confrontation à la réalité historique et à l'expérience de longues périodes d'engagement politique* ».

À défaut de savoir comment le théoricien communiste aurait analysé l'époque contemporaine – encore que certains s'y essaient avec malice (**lire notre interview fictive** à base de citations réelles) –, Mediapart a voulu savoir de quelle manière on pouvait penser aujourd'hui avec ou grâce à Marx. Autrement dit, plutôt que la lettre de son œuvre, forcément située dans un XIX^e siècle scientifique et dominé par les puissances européennes, c'est sa postérité intellectuelle que nous souhaitons interroger, dans un XXI^e siècle dépourvu de grands récits séculiers et marqué par un déplacement du centre de gravité de l'économie mondiale.

Cette postérité intellectuelle fut longtemps éclipsée par une postérité politique littéralement écrasante, dont Eric Hobsbawm **signale** l'absence d'équivalent, si l'on songe au nombre et à la variété des États et mouvements qui se réclamèrent des idées de Marx. Selon l'historien britannique, « *les seuls penseurs identifiables à titre individuel parvenus à un statut comparable sont les fondateurs des grandes religions du passé, et à l'exception possible de Mahomet, aucun n'a triomphé sur une échelle comparable et avec une telle rapidité* ».

Or le bilan désastreux des régimes concernés devint une arme de disqualification de la pensée de Marx et de ses héritiers – même si cette identification, s'amusait Hobsbawm, apparaît « *aussi fondée que la thèse selon laquelle le christianisme doit logiquement et nécessairement toujours conduire à l'absolutisme papal* ». La chute du bloc soviétique a heureusement annihilé pour de bon toute version officielle (et appauvrie) du marxisme. Sans plus de partage entre orthodoxie et hérésies, mille et une variantes ont pu s'épanouir, bien qu'essentiellement dans la sphère intellectuelle, voire strictement académique.

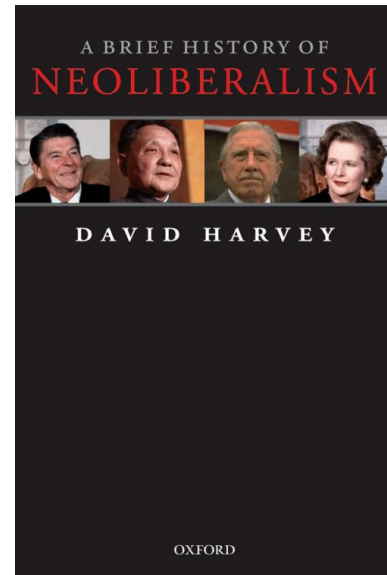
Le champ est alors devenu plus libre pour se frotter à d'autres traditions de pensée et traiter d'enjeux longtemps négligés, comme les rapports sociaux de race et de genre, les mutations de l'ordre international ou encore le dérèglement climatique. La course du capitalisme, engagé par nature dans un bouleversement perpétuel des structures sociales et des lieux de vie, n'a cessé quant à elle de requérir de nouveaux efforts d'interprétation.

Le volet inaugural de notre série propose donc un tour d'horizon, forcément sélectif et arbitraire, des terrains sur lesquels le legs marxien continue de féconder la pensée critique. Les volets suivants seront consacrés à l'approfondissement de certaines questions brièvement évoquées ici.

• **Décrire le nouvel âge du capitalisme**

Après la grande crise de 1929 et le boom économique de l'après-guerre, dans quelle phase le capitalisme historique est-il entré ? De nombreux auteurs se sont essayés à une économie politique marxiste des

dernières décennies et de la crise actuelle. Beaucoup ont repris à leur compte le concept répandu de « néolibéralisme », en lui donnant un contenu plus précis et tranchant qu'un vague manque de régulation publique des acteurs privés.



Pour **David Harvey**, auteur d'une **Brève histoire du néolibéralisme**, ce dernier exprime en fait la restauration d'un pouvoir de classe. Au mitan des années 1970, les détenteurs de capitaux s'étaient sentis menacés par la baisse des rendements financiers, la reprise de l'insubordination ouvrière et les offensives d'une gauche radicalisée. Ils ont alors pris prétexte de la crise économique réelle de cette décennie, et profité de l'épuisement des recettes keynésiennes, pour démanteler les compromis de classe positifs noués jusque-là.

Le néolibéralisme, selon **François Chesnais**, a ainsi ouvert rien de moins qu'une nouvelle période dans l'histoire du capitalisme. Des idées et des politiques publiques ont servi un processus de « **mondialisation du capital** », dont « *l'un des traits majeurs, détaille-t-il, est la place dominante acquise par la finance, c'est-à-dire le capital de placement qui se valorise en extériorité à la production, [...] mais en captant la valeur et la plus-value. [...] Les politiques néolibérales ont mis fin, totalement ou partiellement selon les pays, aux limites posées à l'exploitation des prolétaires par le capital ; elles ont également*

aboli le cloisonnement du marché mondial par la protection douanière, le contrôle sur l'investissement direct à l'étranger et les mouvements de capitaux de placement, qui existaient depuis les années 1930 ».

Gérard Duménil et Dominique Lévy partagent ces diagnostics et définissent le néolibéralisme comme un nouvel « *ordre social* ». Sous leur plume, il s'agit d'un nouvel agencement de la configuration tripolaire de la structure de classe moderne. Au face-à-face entre bourgeois et prolétaires, aurait en effet succédé, depuis la fin du XIX^e siècle, un jeu à trois entre les capitalistes propriétaires, les cadres gestionnaires des moyens de production et de la force de travail, et les employés et ouvriers. Selon Duménil et Lévy, une première hégémonie financière s'était établie à partir des années 1890, avant que la dépression des années 1930 ne débouche sur une « *alliance à gauche* » entre la classe montante des cadres et les classes populaires. La crise structurelle des années 1970, quant à elle, s'est soldée par une revanche des classes capitalistes, grandes gagnantes d'une « *alliance à droite* » avec les cadres.

Si cette seconde hégémonie financière leur a assuré des revenus abondants, elle s'est révélée **particulièrement instable**, comme l'attestent les turbulences dantesques traversées par l'économie mondiale depuis l'effondrement des crédits hypothécaires américains. Faut-il attendre de cette grande crise un nouvel ordre social ? Le plus probable, selon les deux auteurs, reste une « *accentuation de l'exploitation des classes populaires* ». Elle pourrait cependant s'accompagner d'une montée en puissance des cadres contre l'incurie des classes propriétaires, ouvrant la voie à ce qu'ils **appellent** un « *néo-managérialisme* », dont les performances seraient déjà remarquables dans la Chine administrée par le PCC. Dans tous les cas, les « *formes de gouvernance extra-démocratiques* » seraient appelées à prendre davantage d'importance, à moins que des luttes populaires ne permettent de renouer une alliance à gauche sous l'égide des cadres.

D'autres auteurs, qui se sont également essayés à une périodisation du capitalisme, doutent beaucoup de la possibilité même d'une telle issue réformiste. C'est le cas de **Michel Husson**, qui a travaillé à partir de la **théorie des ondes longues**. D'après cette approche, initialement développée par le trotskiste Ernest Mandel, la trajectoire du capitalisme est scandée par des phases expansives et des phases récessives de longue durée. Les secondes succèdent forcément aux premières, dans la mesure où les contradictions du régime capitaliste finissent toujours par resurgir. En revanche, le retour d'une dynamique expansive n'est jamais donné. Or, si le néolibéralisme a bien restauré les taux de profit, il l'a fait sans que les gains de productivité ne suivent. Au contraire, la diminution de ces derniers semble pérenne, au moins dans les vieux pays capitalistes.

Une telle dynamique est insoutenable, puisqu'elle « *vient buter sur l'impossibilité d'extraire autant de plus-value qu'en exige le capital financier* ». Non seulement la mondialisation exacerbe une concurrence qui rend impossibles les compromis sociaux nationaux de l'après-guerre, mais la faible dynamique productive tend à faire de la répartition des surplus un jeu à somme nulle, sur une base toujours plus étroite. **Selon Husson**, le capitalisme néolibéral – et en fait, le capitalisme tout court – « *n'a plus grand-chose à redistribuer et n'a donc d'autre recours qu'une élévation continue du taux d'exploitation. Du coup, il est en train de perdre toute légitimité parce qu'il refuse de satisfaire une partie croissante des besoins*

sociaux, parce que ceux-ci ne sont pas porteurs de gains de productivité compensatoires. [...] Voilà pourquoi il n'y a d'alternative que radicale ».



Immanuel Wallerstein, de son côté, propose depuis plusieurs années un pronostic tout aussi tranché et alarmiste. **D'après lui**, le capitalisme historique est entré dans une « *phase terminale* », comparable à « *l'effondrement du système féodal* ». L'accumulation de profits buterait notamment sur la hausse, à l'échelle planétaire, de trois types de coûts, insupportables par les détenteurs de capitaux : ceux de la main-d'œuvre, des matières premières et de la fiscalité. La période actuelle **serait** « *le théâtre d'une lutte dont l'objet est le système qui va succéder à celui qui existe* » : soit plus démocratique et égalitaire, soit plus hiérarchique et coercitif dans l'exploitation du travail humain.

Si ces dernières analyses rappellent des prophéties d'effondrement jusque-là démenties, elles en diffèrent par leur caractère non déterministe, suggérant qu'un type de domination plus dure pourrait prendre le relais d'un système capitaliste en décomposition, plutôt qu'une société socialiste. Dans le prochain volet de notre série, Cédric Durand s'exprimera sur la financiarisation, ses crises et ce qu'elle révèle de l'état du capitalisme contemporain.

- **Comprendre les bouleversements du « système-monde »**

Les réflexions marxistes sur le destin *historique* du capitalisme ont aussi porté sur ses reconfigurations *géographiques*, et les nouvelles hiérarchies de puissance qui en découlent. Alors que ces enjeux étaient souvent abordés dans les théories de l'impérialisme, au début du siècle dernier, les approches se sont raffinées et diversifiées.

On retrouve ici **David Harvey**, géographe célèbre pour avoir cherché à inscrire l'économie politique marxiste dans l'espace et pas seulement dans le temps. À l'évidence, l'accumulation permanente du capital révolutionne la configuration physique des territoires où il se fixe. Et pour résoudre les tendances à la suraccumulation de capitaux en manque de réalisation, des espaces autrefois vierges de rapports capitalistes sont sans cesse investis. Le problème, comme l'avait anticipé en son temps Rosa Luxemburg, c'est que le marché mondial tend à saturer la planète entière, d'où un phénomène compensatoire d'« *accumulation par dépossession* ». Privatisation des services publics, accaparement des terres et marchandisation du vivant en sont des modalités.

La notion fait écho à celle d'« *accumulation primitive* », utilisée par Marx pour désigner les violences, pillages et extorsions ayant conditionné l'émergence du capitalisme, lequel est censé reposer sur des rapports réglés et contractualisés. « *Ce que le néolibéralisme illustre* », explique Sébastien Leroux commentant Harvey, « *c'est la réactivation de pratiques prédatrices et frauduleuses [...] lorsque le moteur de la reproduction élargie cale* », dessinant un impérialisme contemporain qui ne se déploierait pas (seulement) de nation à nation, mais de manière interne au rapport capitaliste lui-même.

La question de « qui détient l'hégémonie » sur la scène internationale n'en a pas moins continué à préoccuper les marxistes. Ceux-ci apparaissent divisés sur l'effectivité du déclin des États-Unis. Beaucoup l'estiment évident, en raison de leur essoufflement productif, de leur endettement abyssal et de leur difficulté croissante à contraindre le comportement des autres États. Le politiste **Leo Panitch** conteste cette appréciation, estimant que la puissance économique et militaire, encore inégalée, des États-Unis a surtout placé le reste du monde en situation d'(inter)dépendance, ce qui leur confère une centralité persistante.

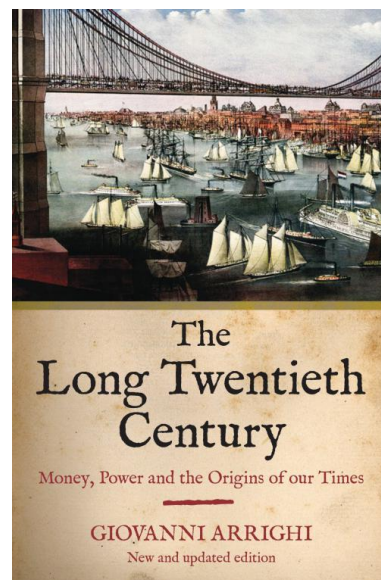
Les marxistes sont sans doute plus unis pour contredire les thèses dites de la « modernité » ou de la « globalisation heureuse », qui postulaient la

convergence des nations en termes de niveaux de vie. Dès les années 1970, l'école de la dépendance (avec des chercheurs comme André Gunder Frank ou Samir Amin) a répliqué en soulignant le caractère polarisant de toute dynamique capitaliste. Selon cette approche, le développement de certaines régions du monde s'accompagne nécessairement d'un sous-développement d'autres.

L'école des « **systèmes-monde** » a complexifié ce dualisme. Ses représentants, dont Wallerstein, ont mis en évidence une tripartition entre les pays du cœur (qui concentrent monopoles, pouvoir politique et ressources en capital), ceux de la périphérie (en position subalterne, généralement pourvoyeurs de matières premières) et ceux de la semi-périphérie (à cheval sur des positions dominantes et subalternes). Récemment, l'économiste **Sahan Savas Karataslia** **montré** que la hiérarchie des richesses tendait même à s'organiser autour de quatre pôles géo-économiques, dans la mesure où une nouvelle semi-périphérie est-asiatique laisse désormais derrière elle une périphérie divisée entre une strate supérieure et une strate inférieure.

Au lieu d'une convergence, insiste Karatasli, le développement du capitalisme a généré des divergences successives, qui ont été la contrepartie du maintien du niveau de vie de la population des pays privilégiés. Chaque bouleversement de la hiérarchie des richesses s'est produit, affirme-t-il, à

l'occasion de périodes d'expansion financière, elles-mêmes marquées par un passage de témoin de l'hégémonie sur le système-monde.



Cette question des successions d'hégémonie, qui rend compte de l'ascension et du déclin des puissances exerçant un leadership sur la scène internationale, est au cœur de l'analyse du système-monde capitaliste. **Giovanni Arrighi** est sans doute celui qui en a fourni **la reconstruction la plus élégante**. D'après lui, l'histoire du capitalisme est faite de « *cycles systémiques d'accumulation* », dominés par des « *centres hégémoniques* » dont le déclin s'accompagne de tendances à la financiarisation. Après Gênes et les Pays-Bas entre le XV^e et le XVIII^e siècle, l'hégémonie s'est déplacée du côté du Royaume-Uni, puis des États-Unis.

À chaque fois, note Arrighi, la durée du cycle d'accumulation a été plus courte, au fur et à mesure qu'augmentaient la taille de l'*hegemon* et la complexité du système dont il prenait la direction. Les suites du déclin hégémonique des États-Unis (lui-même débattu, on l'a dit) ne font pas l'unanimité. Arrighi a évoqué une possible prise de relais de la Chine, là où a lieu « *l'accumulation effective* ». Les autres scénarios, selon lui, seraient ceux d'un chaos planétaire ou d'une domination occidentale sur une

base purement militaire, dans une logique impériale coercitive, semblable aux époques ayant précédé l'ère capitaliste.

Le débat reste ouvert, de même qu'il l'est à propos de l'émergence d'une « *étaticité mondiale* », à l'échelle de la planète recouverte par la logique du capital. **William Robinson** est un des tenants de cette thèse. *Selon lui, « de la même manière que l'État national jouait ce rôle dans la période précédente, [...] l'État transnational cherche à créer et maintenir les préconditions de la valorisation et de l'accumulation du capital dans l'économie mondiale. Cette dernière [...] requiert une autorité centralisée pour représenter la totalité des capitaux en concurrence dont la majorité n'est plus constituée de capitaux "nationaux" ».*

Jacques Bidet, de son côté, interprète le néolibéralisme comme un véritable changement d'époque, dans la mesure où la logique structurelle de classe du capitalisme se déploierait à l'échelle d'un « *État-monde* » en devenir. Des organisations, agences et tribunaux, publics comme privés, produisent en effet déjà des règles à portée universelle. Stratégiquement, les leçons de ces hypothèses sont cruciales : à quel niveau les luttes doivent-elles faire de cet État-monde, ou transnational, un terrain contesté ? Porteuse d'une analyse plus classique, **Ellen Meiksins Wood**, récemment disparue, mettait en garde contre le découragement que pouvait susciter un appel à s'organiser à l'échelle globale. *Selon elle, l'État-nation reste « l'agent principal de la globalisation », si bien qu'il devrait rester « la cible des luttes anticapitalistes ».*

• La domination de classe... et les autres

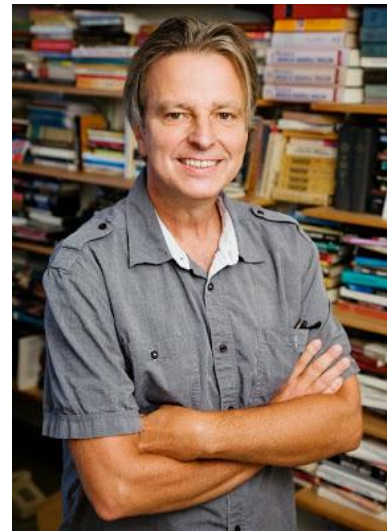
Une approche moins euro-péo-centrée du capitalisme, devenue indispensable, soulève la question de la capacité du marxisme à intégrer d'autres « histoires » et d'autres dominations que la pure exploitation de classe.

Certains lecteurs de Marx ont d'ailleurs signalé que ce dernier était loin d'y être inattentif. Dans *Marx aux antipodes*, Kevin Anderson a par exemple mis en lumière les écrits journalistiques

du penseur allemand. *« Trop souvent ignorés car considérés comme alimentaires, ils contiennent des analyses théoriques essentielles sur les sociétés non occidentales, l'ethnicité, la race et le nationalisme, souvent plus détaillées et approfondies que dans Le Capital et dans ses autres écrits concernant l'économie politique. »*

Alexander Anievas et Kerem Nisancioglu, auteurs contemporains d'une **investigation érudite** sur la façon dont l'Occident a établi sa domination, se sont en tout cas persuadés que la relation capital-travail est insuffisante à définir le capitalisme. Son émergence et sa reproduction ont dépendu « *de relations sociales et de processus* » bien plus variés, dont des « *formes d'oppression et de contrôle raciales, genrées et sexuées* ».

Explicitant cette conviction, ils estiment que « *l'exemple de l'esclavage dans les Amériques # et similairement les formes d'esclavage dans les colonies néerlandaises en Asie de l'Est # est exactement le type de configuration qui visait la reproduction systématique du rapport capital-travail salarié en Angleterre, mais il n'est toutefois pas réductible à ce rapport même* ».



Un des enjeux les plus cruciaux réside précisément dans l'articulation, non seulement historique mais actuelle, entre la question sociale et la question raciale (le terme de « race » renvoyant à une fiction sociale aux effets bien réels). Dans un essai **récemment**

publié et intitulé *Class, Race and Marxism*, **David Roediger** s'attaque à ceux qui, à gauche, préféreraient mettre de côté les questions « d'identité » pour mieux se concentrer sur les rapports sociaux de classe. Il s'agirait d'une illusion au regard des expériences concrètes des dominés eux-mêmes et de la diversité ethnique du prolétariat « réellement existant ». De plus, le racisme accompagne régulièrement la logique du capital, dans la mesure où il agit comme un opérateur de division des travailleurs.

Charles Post va plus loin, en estimant que David Roediger s'inscrit encore trop dans une approche « **intersectionnelle** », qui prend acte de la pluralité des systèmes d'oppression pour étudier leurs interactions et les inégalités qui en découlent. Selon Post, cela implique de penser la catégorie de race comme extérieure au processus d'accumulation et de compétition capitalistes, auquel elle serait intégrée « après coup ». Or c'est l'émergence du capitalisme elle-même qui aurait « *nécessité l'invention de la race* ».

Son raisonnement est le suivant. Dans les sociétés précapitalistes, les inégalités étaient naturalisées, l'exploitation s'exerçant directement, sans justification et sans détour par le marché. Dans les sociétés capitalistes, la liberté et l'égalité sont devenues des valeurs, puis des catégories juridiques, et l'exploitation a pris la forme d'une contractualité marchande, si bien que des catégories imaginaires ont dû être avancées pour justifier les traitements inégaux accompagnant l'accumulation du capital. En l'occurrence, la notion de race s'est révélée pratique pour (re)constituer une « **armée de réserve** » pesant sur les revendications des travailleurs, les fractions supérieures du salariat s'en emparant aussi pour acquérir ou conserver des privilèges contre de potentiels concurrents.

Pour Post, la classe et la race se sont donc « *co-constituées sous le capitalisme* », la seconde étant une conséquence nécessaire, bien qu'intentionnée, du développement de ce dernier. Si la blanchité peut être un avantage pour les travailleurs en compétition les uns avec les autres, leur division par

la race sape cependant leurs capacités collectives de résistance, si bien que *tous* finissent par en pâtir. La leçon stratégique rejoint celle de Roediger : « *Une mobilisation de classe efficace – forgeant une unité politique à partir d'une classe racialement hétérogène – doit inclure une mobilisation et des revendications antiracistes.* »

On retrouve la volonté d'élargissement de la question sociale, mais aussi la critique de l'intersectionnalité, chez certaines théoriciennes du féminisme matérialiste. Ce courant, auquel sera spécifiquement consacré un volet de notre série, postule que des rapports sociaux de sexe se sont toujours imbriqués aux rapports sociaux de classe et de race, en donnant eux aussi lieu à exploitation, dépossession et appropriation.

Comme le soulignent **Annie Bidet-Mordrel, Elsa Galerland et Danièle Kergoat**, le féminisme matérialiste s'est « *historiquement construit “avec et contre” Marx* » : avec, parce qu'il s'est inspiré de catégories et démarches analytiques utilisées par le théoricien allemand ; contre, parce qu'il est né en réaction à un certain marxisme focalisé sur les rapports de classe ou souhaitant au mieux y « accrocher » les inégalités de sexe et de genre, sans leur attribuer le même caractère fondamental.

• **Marier le « rouge » du marxisme et le « vert » de l'écologie**

De plus en plus pressant, comment le défi du dérèglement climatique a-t-il été traité par les courants marxistes ? Si certains ne l'ont guère pris en compte, d'autres en ont fait le cœur d'une économie politique renouvelée. **Elmar Altvater**, par exemple, a avancé la notion de « *capitalisme fossile* » pour souligner à

quel point la trajectoire du capitalisme historique a reposé sur l'usage massif de sources d'énergie non renouvelables et fortement polluantes.



© ecosocialisthorizons.com

Les caractéristiques mêmes du capitalisme – l'impératif de valorisation de l'argent placé en titres, la concurrence poussant à des niveaux toujours plus élevés de productivité ou d'exploitation – suggèrent qu'il ne peut pas fonctionner autrement qu'en dévorant de telles ressources. **Jason W. Moore** va plus loin, en définissant le capitalisme comme un « régime écologique » ou une « **écologie-monde** » en tant que tel, qui épuise tendanciuellement la « *nature extra-humaine* », en exploitant des pans croissants de cette dernière selon les rythmes frénétiques de l'accumulation.

Ce ne sont pas seulement les limites spatiales de la compétition entre firmes et entre États qui ont sans cesse été repoussées, mais aussi celles des ressources biophysiques incorporées aux circuits du capital. Chacune des phases du capitalisme n'a émergé que grâce à une « *révolution des rapports nature-société* », permettant de fournir à bas coût des flux de nourriture, d'énergie et de matières premières. En ce sens, l'accumulation a toujours été à la fois intensive et extensive, les innovations et les gains de productivité n'empêchant aucunement l'exploitation croissante de ressources situées sur et sous la terre.

Dans un **récent entretien** à *Période*, Moore souligne les proximités entre son approche marxiste écologiste et l'approche marxiste féministe. À côté de l'accumulation « classique » par l'exploitation de la force de travail, les deux courants mettent en avant une accumulation par appropriation d'un travail non payé : le « *travail non payé des humains* », comme les

femmes en ont particulièrement été victimes, et « *le travail non payé des natures qui se reproduisent à l'extérieur du circuit du capital* ».

Selon sa perspective, la crise écologique et celle du capitalisme sont en tout cas inséparables. « *Il est loin d'être évident, écrit Moore, qu'une nouvelle vague d'appropriation [de la nature] soit possible et suffisante pour lancer un nouvel âge d'or de l'accumulation [de capital]. Où la prochaine phase du capitalisme trouvera-t-elle des réservoirs de nature comparables à ceux qu'ont offerts la conquête des Amériques, l'incorporation de l'Afrique et la subordination du continent indien ?* »

En France, **Jean-Marie Harribey** poursuit une réflexion allant dans le même sens, estimant que la contradiction capital/travail et la contradiction écologique sont entremêlées et intrinsèquement liées au fonctionnement du capitalisme : « *Sans l'exploitation de la nature, celle du travail n'aurait pas eu de support matériel, et sans l'exploitation du travail, celle de la nature n'aurait pu s'étendre et se généraliser ; il s'ensuit que la crise sociale et la crise écologique sont les deux facettes d'une même réalité.* »

Selon lui, le marxisme traditionnel a tout intérêt à se débarrasser du mythe d'un progrès matériel infini, mais l'écologie politique a également tout intérêt à intégrer la critique marxiste de la production orientée vers le profit. Le progrès humain, d'après son approche, ne saurait advenir qu'à partir d'un triple mouvement vers la priorisation des valeurs d'usage (les besoins sociaux démocratiquement débattus), la réduction des inégalités et du temps de travail, et la préservation d'écosystèmes sans leur attribuer de valeur économique, qui n'a de sens qu'à travers leur exploitation.

On le voit, nombre d'auteurs se réclamant du marxisme prétendent ainsi lui imprimer un tournant écologique, en soulignant au passage les premières intuitions de Marx en la matière. Est-ce vraiment compatible ? Cela sera l'objet d'un autre volet de cette série, filmé celui-là, qui prendra la forme d'un débat entre Razmig Keucheyan et Fabrice Flipo.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Directeur éditorial : François Bonnet

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.